

Citation style

Fabiani, Jean-Louis: review of: Louis Pinto, *La théorie souveraine. Les philosophes français et la sociologie au XXe siècle*, Paris: Éd. du Cerf, 2009, in: *Annales*, 2010, 4 - Sciences sociales, p. 1052-1055, DOI: 10.15463/rec.1189727234, downloaded from recensio.net

First published:

<http://www.cairn.info/revue-Annales-2010-4-page-1031.htm>

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

la discipline donne ainsi l'exemple-clé de ce que S. Legrand appelle la « normation », c'est en reconstruisant le partage du normal et de l'anormal que l'on aura accès à la normativité. Dans sa reconstruction du cours de 1974-1975 sur *Les anormaux*, S. Legrand dégage trois figures de l'assujettissement : le délinquant, le fou et la possédée. De cette théorie des sujets, il aboutit à une définition de la relation de pouvoir selon laquelle, loin de capturer ou de réprimer une réalité préexistante, celle-ci « fonctionne en produisant, en inventant cette réalité, par quoi elle ne se donne du pouvoir sur les sujets qu'en leur accordant une certaine puissance nouvelle » (p. 218). Examinant dans cette perspective le lien subjectivation-assujettissement, S. Legrand offre une interprétation pénétrante de la liberté chez Foucault : non pas libération de quelque chose que l'assujettissement aurait pris en otage, mais pratique subjective continue de liberté à l'intérieur (et à l'encontre) de l'assujettissement lui-même.

Enfin, pour rendre compte de la normalisation, c'est-à-dire de ce système spécial de communication et de transaction – et donc de recodification perpétuelle – entre régimes normatifs différents, S. Legrand prend l'exemple du rapport d'articulation entre les normes pénales et psychiatriques. La psychiatrie peut apparaître comme un équivalent général de la normalisation, un opérateur exemplaire de ce « référentiel, historiquement surdéterminé, par rapport auquel s'effectuent les transactions et les synthèses entre les différents lieux et domaines d'exercice possible d'un rapport de pouvoir dans la société » (p. 267).

Bien qu'il aborde cette question dans le premier chapitre, le livre par ailleurs si riche de S. Legrand manque peut-être finalement d'une attention suffisamment marquée pour la spécificité du juridique. Il le dit lui-même justement : les normes sont des signifiants vides, disposés à revêtir diverses significations en fonction de rapports de force historiquement déterminés, qui lient – épistémiquement et discursivement – quiconque les retourne contre le pouvoir dont ils émanent. Toutefois, le droit possède une capacité spéciale de mettre en forme la réalité, qui rend unique son régime de normativité. Un grand juriste comme Yan Thomas – peut-être lui-même foucauldien, en

tous les cas matérialiste – nous plaçait précisément devant l'exigence d'une telle pensée : si, d'un côté, « les catégories du droit sont neutres en soi et vides de sens », de l'autre, il est nécessaire de reconnaître « ce statut particulier au droit qui, de toutes les instances discursives, reste la seule à produire le monde qu'elle désigne »².

MICHELE SPANÒ

1 - Pierre MACHEREY, *De Canguilhem à Foucault. La force des normes*, Paris, La Fabrique, 2009, p. 71.

2 - Yan THOMAS, « Le sujet de droit, la personne et la nature. Sur la critique contemporaine du sujet de droit », *Le Débat*, 100, 1998, p. 104, et « Le droit entre les mots et les choses. Rhétorique et jurisprudence à Rome », *Archives de philosophie du droit*, 23, 1978, p. 93.

Louis Pinto

La théorie souveraine. Les philosophes français et la sociologie au XX^e siècle

Paris, Les Éditions du Cerf, 2009, 384 p.

Cet ouvrage est le fruit d'une entreprise que Louis Pinto poursuit avec une belle ténacité depuis une trentaine d'années ; il s'agit de construire une critique de l'institution philosophique française et de ses prétentions à la souveraineté épistémologique. Pour mener à bien son entreprise, l'auteur prend ici comme objet central les rapports de la philosophie avec la sociologie, discipline qui en est largement issue, particulièrement dans le cas français, et qui n'a cessé de discuter, depuis l'entreprise fondatrice d'Émile Durkheim, de la situation de la philosophie après la reconfiguration du système des disciplines que les sciences sociales ont introduite.

Le travail de L. Pinto ne se veut aucunement un travail d'historien, et il serait absurde de le juger à cette aune. Le lecteur ne trouvera pas d'information particulière sur les rapports de force institutionnels entre les disciplines ni sur les trajectoires professionnelles des différents protagonistes de la scène philosophique. On est ici très loin du Pierre Bourdieu d'*Homo academicus* et de sa tentative d'objectivation des modes de relation entre des formes distinctes de savoir universitaire. L'entreprise de

L. Pinto est bien plutôt d'ordre idéologique ; on trouvera dans son livre une critique, toujours intéressante et alerte, à défaut d'être pleinement convaincante, de la philosophie universitaire française du XX^e siècle. L'auteur écarte d'un revers de main toute forme de sociologie historique de la discipline, et l'on ne peut que se féliciter de sa franchise sous ce rapport : « plutôt que de décrire ici le processus de spécialisation professionnelle marqué par des moyens nouveaux (cours ferme avec des étudiants réguliers, revues, congrès, maison Alcan, Société française de philosophie...), on peut en indiquer quelques-uns des effets remarquables sur l'activité philosophique » (p. 22). Pour L. Pinto, le résultat de ces processus, qu'il ne s'attache jamais à décrire, laissant sans doute la besogne à des tacherons historiens ou sociologues, n'est autre que « la mise en valeur d'une version laïcisée et rationalisée du spiritualisme », laquelle est appelée à devenir la cible continue de la critique idéologique de l'auteur.

Ce n'est pas seulement parce que ce dernier a réuni dans cet ouvrage des travaux quelquefois anciens qu'il se situe très loin de l'actualité historiographique. Cela relève d'un choix délibéré. On contrastera sans peine la pauvreté descriptive du compte rendu de L. Pinto si on le rapproche de l'excellente analyse publiée simultanément par Stéphan Soulié sur la *Revue de métaphysique et de morale* et la Société française de philosophie¹. La vraie question se trouve ailleurs : c'est à un tout autre genre d'expérience que s'attache L. Pinto.

L'ouvrage s'ouvre sur un chapitre consacré au débat entre Durkheim et les philosophes au tournant du XX^e siècle. C'est sans doute la partie la plus discutabile parce qu'elle s'appuie principalement sur la discussion de 1895 autour de l'agrégation de philosophie pour caractériser les relations entre les deux disciplines en France. La réduction de cette relation complexe à un épisode particulier dans lequel les positions sont extrêmement polarisées est abusive. Le choix d'une autre focale, incluant notamment les comptes rendus très favorables des philosophes à l'égard des *Formes élémentaires de la vie religieuse* (1912), conduirait à une représentation tout à fait différente de la position de Durkheim dans le champ philosophique. Malheureusement, ce chapitre, qui

institue une scène originelle, tend à fonctionner comme matrice de l'entreprise critique de L. Pinto, opposant d'un côté une sociologie rationaliste et scientifique et d'un autre côté une philosophie qui ne cesse d'habiller de neuf le vieux spiritualisme. L. Pinto est explicite à ce sujet : l'argumentation des philosophes concernant la sociologie qui s'est élaborée en France à l'époque durkheimienne est demeurée inchangée dans ses grandes lignes pendant plusieurs décennies. La scientificité de la discipline leur semblait contredite par « l'impuissance foncière de l'objectivation scientifique à rendre compte d'aspects jugés essentiels de la réalité qu'elle s'efforce de saisir » (p. 57). Les chapitres qui suivent sont donc constitués sur le même modèle explicatif que le premier.

Le deuxième, consacré à la phénoménologie, s'ouvre sur une esquisse un peu fruste du champ philosophique français de l'entre-deux-guerres, basée pour l'essentiel sur une liste de noms. Les développements consacrés à l'introduction en France d'Edmund Husserl et de Martin Heidegger ne sauraient constituer, même à l'état de projet, une sociologie de la réception de la philosophie allemande après la fin de la Première Guerre mondiale. En revanche, l'auteur continue de défendre l'idée selon laquelle la philosophie de l'époque est très largement une réaction au « défi » que constituent les sciences sociales. Il oublie de rappeler que lesdites sciences sociales sont en état de mort clinique en France au même moment (rappelons que la licence de sociologie ne sera créée en France qu'en 1958).

Le troisième chapitre, intitulé « L'invention d'autrui », poursuit dans la même veine. La philosophie française est avant tout considérée à partir de ses tentatives pour penser le monde social. C'est dans ce domaine que le travail de L. Pinto révèle sa fécondité. On pense en particulier à l'impression d'évidence, pourtant contre-intuitive, que pouvaient ressentir les philosophes français à l'égard de la phénoménologie de Husserl ou encore à celle de l'alternative chrétienne à l'existentialisme athée de Heidegger et Jean-Paul Sartre. D'une manière générale, au-delà des clivages que l'auteur analyse avec précision, la philosophie d'inspiration phénoménologique est trop souvent réduite à un « anti-objectivisme » (p. 180)

destiné à répondre au « scientisme » d'une sociologie qui, au même moment, contrairement à ce que pense l'auteur, n'avait aucun argument épistémologique ou institutionnel à faire valoir.

Le quatrième chapitre est consacré à la période qui s'ouvre dans les années 1960. Après que le décor socio-morphologique a rapidement été planté, conduisant au constat de la conjugaison « des effets de la démographie scolaire et des changements des modes de légitimation scolaire et culturelle » (p. 185), L. Pinto assimile Gilles Deleuze, Jacques Derrida et Michel Foucault en associant le fait qu'ils continuaient de se reconnaître dans la discipline philosophique en dépit des défis, de plus en plus explicites, que lui lançaient les sciences sociales et leur fascination pour le discours littéraire. On regrettera le réductionnisme à l'œuvre dans l'ensemble de ce chapitre qui tend à traiter en vignette un certain nombre de notions comme celle de « différence » (p. 203 *sq.*) ou à simplifier des conjonctures et des moments désormais réduits à des modes, comme la « vogue du structuralisme » (p. 219). À ce point, L. Pinto semble victime de l'utilisation d'une notion dont la teneur sociologique semble notoirement insuffisante, celle d'avant-garde : il s'agit d'une notion fourre-tout qui est plus adaptée à une critique idéologique qu'à une description sociologique.

Le dernier chapitre, « D'un ton radical adopté en philosophie », souffre des mêmes limites que le précédent. Il s'efforce de traiter la question passionnante de la radicalisation de la pensée politique des philosophes, mais ne parvient pas à établir de constat décisif. La phrase qui suit, quelque peu énigmatique, donne une assez bonne idée de l'entreprise de L. Pinto : « La 'politisation' des discours, irréductible aux idées pures autant qu'aux passions subjectives, a exprimé une multitude de tentatives, en partie improvisées, pour faire face à une conjoncture inédite avec des ressources partiellement redéfinies, retravaillées en fonction du capital possédé : elle ne pouvait s'accomplir avec succès qu'à condition de demeurer compatible avec le fonctionnement du champ intellectuel et du champ philosophique, condition d'une distinction indispen-

sable entre le philosophe et le simple idéologue reflétant les attentes de l'époque » (p. 296-297). Cette longue phrase est symptomatique d'un discours qui emprunte son lexique à la sociologie de Bourdieu (champ, capital), mais beaucoup plus rarement ses schèmes d'analyse et jamais son enquête empirique. L'ouvrage s'achève d'ailleurs sur un éloge de Bourdieu, figure héroïque ayant rompu avec les déterminations du champ pour construire une science neuve : seul contre tous ses collègues aspirants-philosophes, Bourdieu « faisait appel aux ressources les plus exigeantes de la connaissance empirique, peu propices à la désinvolture théorique, et tendait à imposer aux producteurs de biens culturels une tâche relativement inédite de réflexivité qui porte aussi bien sur leurs propriétés (sociales, scolaires, intellectuelles) que sur les fonctions sociales de leurs pratiques » (p. 354).

Le livre refermé, le lecteur ressent une certaine perplexité. L'auteur fait un éloge appuyé et quelquefois naïf de la scientificité de la sociologie et de ses capacités inédites d'objectivation des pratiques intellectuelles. Pour autant, il ne se convertit pas lui-même à une sociologie historique de la vie intellectuelle et reste assez éloigné de la démarche empirique de son maître Bourdieu. On risquera ici une explication à laquelle l'auteur, dont la sincérité et le talent sont incontestables, fera sans doute des objections radicales : une sociologie historique de la philosophie rendrait très difficile à tenir la critique idéologique qu'il développe. Il ignore, ou plus vraisemblablement évite, de citer les travaux récents qui ont puissamment renouvelé l'approche des disciplines.

Dans le domaine français, on peut renvoyer sur ces questions à l'excellent volume *Qu'est-ce qu'une discipline ?*². Ni Andrew Abbott, ni Charles Camic, ni Neil Gross, ni Steve Fuller, ni Rudolf Stichweh, contributeurs essentiels des débats en cours, ne figurent dans l'index. On cherchera en vain, à l'exception de Johann Heilbronn, les noms des jeunes chercheurs français qui ont créé une véritable histoire des sciences sociales. Tout compte fait, ce livre appartient moins au genre sociologique qu'à celui de l'essai contre la philosophie bourgeoise, comme ceux de Georges Politzer (*La fin d'une parade philosophique, le bergsonisme*) ou

de Paul Nizan (*Les chiens de garde*) : est-ce une si mauvaise compagnie ?

JEAN-LOUIS FABIANI

1 - Stéphan SOULIÉ, *Les philosophes en République. L'aventure intellectuelle de la Revue de métaphysique et de morale et de la Société française de philosophie, 1891-1914*, Rennes, PUR, 2009.

2 - Jean BOUTIER, Jean-Claude PASSERON et Jacques REVEL (dir.), *Qu'est-ce qu'une discipline ?*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2006.

Albert Ogien

Les règles de la pratique sociologique

Paris, Presses universitaires de France, 2007, IX-291 p.

Réunion de textes écrits entre 1985 et 2006, cet ouvrage peut se lire comme un portrait de l'auteur en praticien de la sociologie, et comme un témoignage tant des évolutions de sa pensée que de son attachement persévérant à certaines positions. Parmi ces dernières, la certitude que « les vrais problèmes théoriques de la sociologie sont des problèmes pratiques » (p. 9) et le refus, qui en découle, de livrer à ses lecteurs des considérations de « pure » épistémologie. D'emblée, le titre de l'ouvrage l'indique : c'est de la sociologie *en tant que pratique* qu'il convient de se préoccuper ; c'est elle seulement qui a quelque importance. Or, le problème est là : qui pratique encore la sociologie ? Bien peu de monde, semble répondre Albert Ogien. À l'en croire, la plupart des sociologues professionnels se comportent aujourd'hui comme s'ils ne parvenaient pas à assumer que leur discipline est une science véritable, c'est-à-dire une activité vouée à soulever, dans et depuis la pratique d'enquête, des problèmes de théorie. Le texte introductif au volume dresse à ce sujet un diagnostic sévère : les « forces conjuguées de la critique, du désenchantement, de la lassitude et de la professionnalisation ont contribué à diluer dans l'empirisme la nécessité du travail sur la méthode ; et la place de la 'sociologie générale' dans l'enseignement, la recherche et la littérature spécialisée a été réduite à la portion congrue » (p. 6). Il est grand temps, affirme l'auteur, de réhabiliter en sociologie le « sens de la systématité » et de pour-

fendre la doxa du « bricolage », soit l'idée devenue courante selon laquelle « la réalité sociale étant une chose trop complexe, faire de la sociologie consisterait à réaliser un collage d'informations tirées d'approches disparates et réunies en fonction de l'objet particulier d'une enquête » (p. 8). C'est ainsi qu'avec une belle détermination, A. Ogien invite la communauté de ses pairs à ranimer face à chaque objet, dans la conduite de chaque enquête, l'ambition théorico-méthodologique qui fonda la sociologie.

Le type de cadre analytique qu'il défend pour sa part – autrement dit, le type de sociologie qu'il *pratique* – se déploie dans un dialogue serré entre l'ethnométhodologie garfinkélienne et le « naturalisme réaliste » d'Erving Goffman. La position se veut donc, en premier lieu, hostile aux sociologies qui écrasent sous le poids des structures sociales la dynamique des situations ou qui confondent l'action avec un comportement strictement déterminé. C'est ce que souligne notamment le premier chapitre, consacré à un examen de ce qui rapproche mais aussi de ce qui éloigne irrémédiablement les conceptions de la pratique de Pierre Bourdieu et d'Harold Garfinkel. Mais la position se veut tout autant, et avec une égale vigueur, anti-individualiste : A. Ogien lutte ici pied à pied contre l'interprétation subjectiviste de l'ethnométhodologie (montrant l'incroyable contresens dont elle procède), rappelle en quoi l'approche goffmanienne ruine la « conception du sujet en tant que source autonome de sa pensée et de son action » (p. 20) et prend finalement ses distances avec le « social des philosophes » qui, reposant le plus souvent, selon lui, sur des postulats individualistes et mentalistes, conduit surtout à alimenter les faux problèmes.

À l'intérieur d'un tel cadre analytique, qui revendique de se cantonner à l'ordre *sui generis* de l'interaction, la question de la scientificité de la sociologie devient celle du statut d'objectivité que le chercheur est en droit d'accorder aux capacités interprétatives des acteurs. C'est cette interrogation qui sert de fil conducteur à l'ouvrage. Elle se décline d'abord à partir d'enquêtes sur les pratiques de conceptualisation et de mise en relation qui s'élaborent dans la séquentialisation des échanges entre acteurs. A. Ogien montre en quoi ces derniers doivent